

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 38

19 juin 2001

### Sommaire

Arrêté grand-ducal du 16 mars 2001 autorisant Madame Anne Catherine Jeannine Sandra SCHEUER à changer ses prénoms actuels en ceux de «Anne Sandra» . . . . .	page 732
Arrêté grand-ducal du 16 mars 2001 autorisant Monsieur Marc Michel LORENZINI à changer ses prénoms actuels en ceux de «Marco Michel» . . . . .	732
Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2001 autorisant la «COMMERZBANK AG», ayant son siège social à Francfort, à se faire consentir des gages sur fonds de commerce . . . . .	732
Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2001 autorisant la «HSBC Bank plc», ayant son siège social à Londres, à se faire consentir des gages sur fonds de commerce. . . . .	733
Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2001 autorisant la «Raiffeisen Zentralbank Österreich AG», ayant son siège social à Vienne, à se faire consentir des gages sur fonds de commerce . . . . .	733
Règlement ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 2001 portant interdiction de la baignade dans la Sûre Inférieure Administration des Services Techniques de l'Agriculture – Examen d'admission définitive dans la carrière de l'expéditionnaire technique (partie spéciale) – Examen d'admission définitive dans la carrière de l'artisan. . . . .	734
Banque Centrale du Luxembourg – Bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 2000 – Conseils de Gouvernement – Extraits des procès-verbaux: décharges. . . . .	734
Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux – Examen de promotion . . . . .	736
Centre Informatique de l'Etat – Examens . . . . .	737
Commission Consultative des Droits de l'Homme – Nominations. . . . .	737
Commission de la marque nationale du vin luxembourgeois – Nominations. . . . .	737
Commission de la marque nationale du vin luxembourgeois et des vins mousseux – Nominations	738
Comité interministériel de l'égalité entre femmes et hommes – Nominations. . . . .	738
Conseil de Presse – Nominations. . . . .	738
Entreprises d'assurances – «LUXEMBOURG HENIN VIE – LA MONDIALE LUXEMBOURG» – Fusion par absorption. . . . .	738
Fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances «ACTUALUX SA» – Agrément comme gestionnaire de fonds de pension . . . . .	738
Fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances – Agrément comme gestionnaire de fonds de pension . . . . .	738
Fonds de Solidarité Viticole – Cotisation pour 2001 . . . . .	739
Indice des prix à la consommation au 1 <sup>er</sup> mai 2001. . . . .	739
Liste des produits phytopharmaceutiques enregistrés en 2000/2001 . . . . .	739
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agréments. . . . .	741
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Examens . . . . .	741
Office national de l'appellation d'origine contrôlée «Moselle luxembourgeoise» – Nominations .	741
Protection de la propriété industrielle – Emblèmes . . . . .	742

**Arrêté grand-ducal du 16 mars 2001 autorisant Madame Anne Catherine Jeannine Sandra SCHEUER à changer ses prénoms actuels en ceux de «Anne Sandra».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Madame Anne Catherine Jeannine Sandra SCHEUER, née le 17 septembre 1974 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-8019 Strassen – 43, Wolléfsheck, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Anne Sandra»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Madame Anne Catherine Jeannine Sandra Scheuer est autorisée à changer ses prénoms actuels en ceux de «Anne Sandra».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 16 mars 2001.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 16 mars 2001 autorisant Monsieur Marc Michel LORENZINI à changer ses prénoms actuels en ceux de «Marco Michel».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Marc Michel LORENZINI, né le 17 novembre 1950 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-2142 Luxembourg – 6, rue Paul Medinger, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Marco Michel»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Marc Michel LORENZINI est autorisé à changer ses prénoms actuels en ceux de «Marco Michel».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 16 mars 2001.

**Henri**

**Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 autorisant la «COMMERZBANK AG», ayant son siège social à Francfort, à se faire consentir des gages sur fonds de commerce.**

*Le Ministre du Trésor et du Budget,*

Vu la requête présentée par la «COMMERZBANK AG» par laquelle cette société demande à être agréée au Grand-Duché de Luxembourg pour se voir consentir des gages sur fonds de commerce;

Vu l'article 12 de l'arrêté grand-ducal modifié du 27 mai 1937 portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce;

Après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La «COMMERZBANK AG», ayant son siège social à Francfort, est autorisée à se faire consentir des gages sur fonds de commerce sous les conditions mentionnées à l'article 2.

**Art. 2.** a) Le taux d'intérêt des opérations en euros ne pourra dépasser le taux de l'intérêt légal fixé annuellement par règlement grand-ducal. La commission éventuelle qui ne peut en aucun cas être renouvelée, ne peut être supérieure à 1/2 %.

b) Le taux d'intérêt des opérations en devises étrangères ne pourra dépasser les taux usuels du marché pratiqués pour des opérations du même genre.

c) Il est interdit d'aggraver la situation du débiteur par l'insertion d'une clause pénale dans le contrat de prêt pour le cas de retard du remboursement du capital ou du paiement des intérêts.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2001.  
Le Ministre du Trésor et du Budget,  
**Luc Frieden**

**Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 autorisant la «HSBC Bank plc», ayant son siège social à Londres, à se faire consentir des gages sur fonds de commerce.**

*Le Ministre du Trésor et du Budget,*

Vu la requête présentée par la «HSBC Bank plc» par laquelle cette société demande à être agréée au Grand-Duché de Luxembourg pour se voir consentir des gages sur fonds de commerce;

Vu l'article 12 de l'arrêté grand-ducal modifié du 27 mai 1937 portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce;

Après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La «HSBC Bank plc», ayant son siège social à Londres, est autorisée à se faire consentir des gages sur fonds de commerce sous les conditions mentionnées à l'article 2.

**Art. 2.** a) Le taux d'intérêt des opérations en euros ne pourra dépasser le taux de l'intérêt légal fixé annuellement par règlement grand-ducal. La commission éventuelle qui ne peut en aucun cas être renouvelée, ne peut être supérieure à 1/2 %.

b) Le taux d'intérêt des opérations en devises étrangères ne pourra dépasser les taux usuels du marché pratiqués pour des opérations du même genre.

c) Il est interdit d'aggraver la situation du débiteur par l'insertion d'une clause pénale dans le contrat de prêt pour le cas de retard du remboursement du capital ou du paiement des intérêts.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2001.  
Le Ministre du Trésor et du Budget,  
**Luc Frieden**

**Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 autorisant la «Raiffeisen Zentralbank Österreich AG», ayant son siège social à Vienne, à se faire consentir des gages sur fonds de commerce.**

*Le Ministre du Trésor et du Budget,*

Vu la demande présentée par la «Raiffeisen Zentralbank Österreich AG» par laquelle cette société demande à être agréée au Grand-Duché de Luxembourg pour se voir consentir des gages sur fonds de commerce;

Vu l'article 12 de l'arrêté grand-ducal modifié du 27 mai 1937 portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce;

Après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La «Raiffeisen Zentralbank Österreich AG», ayant son siège social à Vienne, est autorisée à se faire consentir des gages sur fonds de commerce sous les conditions mentionnées à l'article 2.

**Art. 2.** a) Le taux d'intérêt des opérations en euros ne pourra dépasser le taux de l'intérêt légal fixé annuellement par règlement grand-ducal. La commission éventuelle qui ne peut en aucun cas être renouvelée, ne peut être supérieure à 1/2 %.

b) Le taux d'intérêt des opérations en devises étrangères ne pourra dépasser les taux usuels du marché pratiqués pour des opérations du même genre.

c) Il est interdit d'aggraver la situation du débiteur par l'insertion d'une clause pénale dans le contrat de prêt pour le cas de retard du remboursement du capital ou du paiement des intérêts.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2001.  
Le Ministre du Trésor et du Budget,  
**Luc Frieden**

**Règlement ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 portant interdiction de la baignade dans la Sûre Inférieure.**

*Le Ministre de l'Environnement,  
le Ministre de la Santé,  
le Ministre de l'Intérieur,*

Vu le règlement grand-ducal du 17 mai 1979 concernant la qualité des eaux de baignade;

Vu les résultats des analyses effectuées au courant du mois de mai par l'Administration de l'Environnement et desquels il ressort que la qualité hygiénique de l'eau de la Sûre Inférieure entre Ettelbruck et Wasserbillig n'est pas conforme aux normes hygiéniques établies par le règlement grand-ducal précité;

Arrêtent:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La baignade dans la Sûre Inférieure entre Ettelbruck et Wasserbillig est interdite pendant la saison balnéaire 2001.

**Art. 2.** L'Administration de l'Environnement et la Direction de la Santé communiquent le présent règlement aux communes de Beaufort, Berdorf, Bettendorf, Diekirch, Echternach, Erpeldange, Ettelbruck, Merttert, Mompach, Reisdorf et Rosport avec l'invitation d'en informer le public par une publicité appropriée à la mairie.

**Art. 3.** Copie du présent arrêté d'interdiction est transmise à Messieurs les Procureurs d'Etat à Luxembourg et à Diekirch.

**Art. 4.** Le présent règlement sera publié au Mémorial. Il entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2001.

Pour le Ministre de l'Environnement,

Le Secrétaire d'Etat,

**Eugène Berger**

Le Ministre de la Santé,

**Carlo Wagner**

Le Ministre de l'Intérieur,

**Michel Wolter**

**Administration des Services Techniques de l'Agriculture. – Examen d'admission définitive dans la carrière de l'expéditionnaire technique (partie spéciale).** – L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture organisera au cours de la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2001 un examen d'admission définitive (partie spéciale) dans la carrière de l'expéditionnaire technique.

**Administration des Services Techniques de l'Agriculture. – Examen d'admission définitive dans la carrière de l'artisan.** – L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture organisera au cours de la deuxième quinzaine du mois de septembre 2001 un examen d'admission définitive dans la carrière de l'artisan.

## BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

### BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2000

(Publication prévue par l'article 30 de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg)

#### Bilan au 31 décembre 2000

(exprimé en euros)

Actif	31.12.2000	31.12.1999
Avoirs et créances en or	22.373.880	22.107.235
Créances en devises sur des non-résidents de la zone euro	82.320.948	76.995.897
<i>Créances sur le FMI</i>	82.163.186	76.665.397
<i>Créances auprès de banques, titres, prêts et autres actifs en devises</i>	157.762	330.500
Créances en euros sur des non-résidents de la zone euro	262.634	720.591.718
<i>Comptes auprès de banques, titres et prêts</i>	262.634	720.591.718
Concours en euros à des établissements de crédit de la zone euro liés aux opérations de politique monétaire	19.281.561.908	9.000.293.956
<i>Opérations principales de refinancement</i>	17.316.665.300	4.841.044.700
<i>Opérations de refinancement à long terme</i>	1.964.896.608	3.431.930.000
<i>Facilités de prêt marginal</i>	0	727.319.256
Autres créances en euros sur des établissements de crédit en zone euro	44.351.695	96.283.291
Titres en euros émis par des résidents de la zone euro	198.102.637	199.357.376
Créances envers l'Eurosystème	82.060.000	82.060.000
<i>Participation au capital de la BCE</i>	7.460.000	7.460.000
<i>Créances sur la BCE au titre des avoirs de réserves transférés</i>	74.600.000	74.600.000
Valeurs en cours de règlement	90.025	41.207
Autres actifs	1.257.140.527	1.013.245.325
<i>Immobilisations corporelles et incorporelles</i>	54.490.631	40.715.883
<i>Autres actifs financiers</i>	561.318.843	431.498.909
<i>Comptes de régularisation</i>	55.860.341	33.374.219
<i>Divers</i>	585.470.712	507.656.314
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>20.968.264.254</b>	<b>11.210.976.005</b>

<b>Passif</b>	<b>31.12.2000</b>	<b>31.12.1999</b>
Billets en circulation	660.719.842	585.273.703
Engagements en euros envers des établissements de crédit de la zone euro liés aux opérations de politique monétaire	4.911.694.804	4.182.725.909
<i>Comptes courants (y compris les réserves obligatoires)</i>	4.911.694.804	4.182.725.909
Engagements en euros envers d'autres résidents de la zone euro	584.765.367	503.379.721
<i>Engagements envers des administrations publiques</i>	569.212.620	485.348.590
<i>Autres engagements</i>	15.552.747	18.031.131
Engagements en euros envers des non-résidents de la zone euro	51.294.798	2.161.594.876
Contreparties des droits de tirage spéciaux alloués par le FMI	23.738.441	23.143.168
Engagements envers l'Eurosystème	14.361.449.504	3.452.134.101
<i>Engagements résultant des soldes des comptes dans TARGET (net)</i>	14.360.466.095	3.451.282.540
<i>Engagements résultant d'autres besoins opérationnels de l'Eurosystème</i>	983.409	851.561
Valeurs en cours de règlement	16.836.853	22.830.910
Autres engagements	84.209.223	51.202.515
<i>Ecart de réévaluation sur instruments de hors-bilan</i>	675.065	0
<i>Comptes de régularisation</i>	64.476.444	25.605.495
<i>Divers</i>	19.057.714	25.597.020
Provisions	91.551.449	55.626.286
Comptes de réévaluation	18.996.660	13.123.965
Capital et réserves	159.940.851	159.045.432
<i>Capital</i>	25.000.000	25.000.000
<i>Réserves</i>	137.890.363	137.890.363
<i>Résultats reportés</i>	-2.949.512	-3.844.931
Bénéfice de l'exercice	3.066.462	895.419
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>20.968.264.254</b>	<b>11.210.976.005</b>

**Hors-Bilan au 31 décembre 2000**  
(exprimé en euros)

	<b>31.12.2000</b>	<b>31.12.1999</b>
Titres reçus en garantie	57.911.702.463	45.910.350.083
Garanties accordées et instruments similaires	0	11.805.633
Réserves de change gérées pour le compte de la BCE	82.433.757	89.246.727
Contrats à terme ferme	68.038.525	0
Collection numismatique	107.972	107.972
<b>TOTAL HORS-BILAN</b>	<b>58.062.282.717</b>	<b>46.011.510.415</b>

**Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2000**  
(exprimé en euros)

	<b>31.12.2000</b>	<b>31.12.1999</b>
<i>Intérêts reçus</i>	662.448.686	310.435.135
<i>Intérêts payés</i>	-625.538.468	-283.541.612
Revenus nets d'intérêts	36.910.218	26.893.523
<i>Bénéfices/pertes réalisés sur opérations financières</i>	-714.097	-27.542
<i>Corrections de valeur sur actifs financiers et positions en devises</i>	-976.081	-9.510.780
<i>Dotations/reprises de provisions pour risques de change et de marché</i>	-35.530.837	-9.835.941
Résultat d'opérations financières, corrections de valeur et provisions	-37.221.015	-19.374.263
<i>Commissions perçues</i>	3.335.941	2.550.958
<i>Commissions payées</i>	-3.349.206	-1.120.556
Résultat net sur commissions	-13.265	1.430.402
Résultat net provenant de la répartition du revenu monétaire	-983.556	-1.266.915

Autres revenus	25.323.956	11.223.944
Total des revenus nets	24.016.338	18.906.691
Frais de personnel	-10.434.251	-8.359.963
Autres frais généraux administratifs	-5.386.182	-5.154.581
Corrections de valeur sur actifs corporels et incorporels	-3.110.369	-2.178.514
Frais relatifs à la production de signes monétaires	-523.906	-163.804
Autres frais	-1.495.168	-2.154.410
Résultat de l'exercice	3.066.462	895.419

### **BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG**

(Publication prévue par l'art. 30 de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.)

#### **Conseil de Gouvernement du 4 mai 2001**

*Extrait du procès-verbal n° 13/01 approuvé dans la séance du 11 mai 2001*

Suite au rapport de M. le Ministre du Trésor et du Budget, le Conseil décide d'accorder décharge aux organes de la Banque centrale du Luxembourg pour l'exercice 2000.

### **BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG**

#### **Conseil de Gouvernement du 28 avril 2000**

*Extrait du procès-verbal n° 14/00 approuvé dans la séance du 12 mai 2000*

Nomination de deux nouveaux membres du Conseil de la Banque centrale du Luxembourg

Conformément à l'art. 7 de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et sur proposition de M. le Ministre du Trésor et du Budget, le Conseil procède au renouvellement des mandats échus des deux membres sortants du Conseil de la Banque centrale du Luxembourg, Messieurs Nico Reyland et Michel Wurth.

### **BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG**

(Publication prévue par l'art. 30 de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.)

#### **Conseil de Gouvernement du 7 mai 1999**

*Extrait du procès-verbal n° 17/99 approuvé dans la séance du 14 mai 1999*

Suite au rapport de MM. les Ministres des Finances et du Budget, le Conseil décide d'accorder décharge aux organes de la Banque centrale du Luxembourg pour l'exercice 1998.

### **BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG**

(Publication prévue par l'art. 30 de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg.)

#### **Conseil de Gouvernement du 12 mai 2000**

*Extrait du procès-verbal n° 16/00 approuvé dans la séance du 18 mai 2000*

Suite au rapport de M. le Ministre du Trésor et du Budget, le Conseil décide d'accorder décharge aux organes de la Banque centrale du Luxembourg pour l'exercice 1999.

**Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux. – Examen de promotion.** – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'au courant du mois de novembre 2001 la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux organisera un examen de promotion dans la carrière du rédacteur.

**Centre Informatique de l'Etat. – Examens.** – Le Centre Informatique de l'Etat organisera en 2001 les épreuves suivantes:

- en juillet: un examen de fin de stage dans la carrière du chargé d'études-informaticien;
- en août: un examen pour opérateur;
- en septembre: un examen pour programmeur d'application;
- en novembre: un examen de promotion dans la carrière de l'informaticien diplômé.

**Commission Consultative des droits de l'homme. – Nominations.** Par arrêté du Gouvernement en Conseil, du 1<sup>er</sup> juin 2001, Madame Rita Jeanty, professeur de philosophie, Présidente des Commissions Nationales (ES et EST) pour la Formation Morale et Sociale a été nommée membre de la commission consultative des droits de l'homme en remplacement de Monsieur Paul Kremer, démissionnaire, dont elle achèvera le mandat.

Par arrêté du Gouvernement en Conseil, du 1<sup>er</sup> juin 2001, Monsieur Jacques Klein, commissaire divisionnaire, Commandant de l'UCPR, a été nommé membre de la commission consultative des droits de l'homme en remplacement de Monsieur Norbert von Kunitzki, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

**Commission de la marque nationale du vin luxembourgeois. – Nominations.** – Par arrêté ministériel du 25 mai 2001 ont été nommés membres de la commission de la marque nationale du vin luxembourgeois pour une durée de 3 ans:

**a) Membres effectifs:**

- |     |  |  |
|-----|--|--|
| MM. | Victor Goden,<br>Nico Moschert,<br>Jean Schons,<br>Aly Schumacher,<br>délégués des caves coopératives des vignerons; | Bech-Kleinmacher<br>Grevenmacher<br>Wellenstein<br>Wormeldange |
| MM. | Mathis Bastian,<br>Ernest Schumacher,<br>délégués de l'Organisation professionnelle des vignerons indépendants;      | Remich<br>Wormeldange  |
| MM. | Marcel Mathes,<br>Georges Desom,<br>délégués des négociants en vin;  | Wormeldange<br>Remich  |
| MM. | Norbert Schmit,<br>Jos Rischette,<br>délégués de la Fédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers;  | Grevenmacher<br>Junglinster                                    |
| MM. | Mathias Schons,<br>François Müller,<br>délégués de l'Union luxembourgeoise des consommateurs;                        | Grevenmacher<br>Luxembourg                                     |
| M.  | Raymond Weydert,<br>directeur de l'Institut viti-vinicole;   |  |
| M.  | Marc Kuhn,<br>assistant à l'Institut viti-vinicole.  |  |

**b) Membres suppléants:**

- |     |  |  |
|-----|--|--|
| MM. | François Hemmen,<br>Henri Kieffer,<br>Charles Ries,<br>Paul Ruppert,<br>délégués des caves coopératives des vignerons; | Wellenstein<br>Machtum<br>Niederdonven<br>Schengen |
| MM. | Fernand Pundel,<br>Jean Linden,<br>délégués de l'Organisation professionnelle des vignerons indépendants;              | Wormeldange<br>Ehnen                               |
| MM. | Freddy Sinner,<br>Pierre Feipel,<br>délégués des négociants en vin;  | Grevenmacher<br>Wellenstein                        |
| M.  | Jean Ludig,  | Weilerbach   |
| Mme | Florence Franzen,<br>délégués de la Fédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers;                    | Belvaux  |



M. Mike Simon, Luxembourg  
Mme Josette Decker, Bridel  
délégués de l'Union luxembourgeoise des consommateurs;

MM. Paul Lauth, inspecteur principal au Commissariat de district à Grevenmacher  
Honoré Theves, premier commis principal à l'Administration des services techniques de l'agriculture.

M. Raymond Weydert exercera les fonctions de président de la commission de la marque nationale du vin luxembourgeois. En cas d'empêchement du président, la présidence est assurée par M. Marc Kuhn.

#### **Commission de la marque nationale du vin luxembourgeois et des vins mousseux. – Nominations. –**

Par arrêté ministériel du 28 mai 2001 ont été nommés membres de la commission de la marque nationale du vin luxembourgeois et des vins mousseux:

- a) Membre effectif: M. Armand Bauer, Remich  
représentant du Groupement des producteurs de vins mousseux en remplacement de M. Mathias Walter.
- b) Membre suppléant: Mme Anne-Catherine Pickel, Remich  
représentant du Goupement des producteurs de vins mousseux en remplacement de M. Freddy Sinner.

**Comité interministériel de l'égalité entre femmes et hommes. – Nominations. –** Par arrêté ministériel du 28 mai 2001 a été nommé membre effectif:

Monsieur Manuel Dillmann, Ministère d'Etat, en remplacement de Madame Patrice Kieffer.

Ont été nommés membres suppléants:

Madame Isabelle Schroeder, Ministère de la Promotion Féminine, en remplacement de Madame Christiane Martin.

Monsieur Luc Feller, Ministère d'Etat, en remplacement de Madame Octavie Modert.

Monsieur Marc Weyer, Ministère des Finances, en remplacement de Madame Sandra Thein.

A été nommée secrétaire:

Madame Isabelle Schroeder, Ministère de la Promotion Féminine.

**Conseil de Presse. – Nominations. –** Par arrêté grand-ducal du 4 juin 2001, Monsieur Johny Pissinger (Nordlicht TV) est nommé membre effectif pour le groupe des éditeurs et Monsieur Jean-Louis Scheffen (Union des Journalistes Luxembourg) est nommé membre effectif pour le groupe des journalistes. Par le même arrêté grand-ducal Madame Irène Pissinger-Engelmann (Nordlicht TV) est nommée membre suppléant pour le groupe des éditeurs, Madame Britta Schlüter (Union des Journalistes Luxembourg) est nommée membre suppléant pour le groupe des journalistes, Monsieur Adrien Milbert (Radio socio-culturelle) est remplacé par Monsieur Marc Linster et Monsieur Simon Gray (Luxembourg News/Business) est remplacé par Monsieur Duncan Roberts comme membres suppléants pour le groupe des éditeurs.

**Entreprises d'assurances. – «LUXEMBOURG HENIN VIE - LA MONDIALE LUXEMBOURG» – Fusion par absorption. –** Par arrêté ministériel du 23 octobre 2000, la fusion par absorption des entreprises LUXEMBOURG HENIN VIE, renommée en LA MONDIALE EUROPARTNER S.A. avec siège social à Luxembourg, 3, avenue Pasteur, société absorbante, et LA MONDIALE LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 9, avenue Guillaume, société absorbée, est autorisée.

La fusion a été approuvée par les deux assemblées générales extraordinaires du 23 novembre 2000.

La fusion est opposable aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès la présente publication.

**Fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances «ACTUALUX SA». – Agrément comme gestionnaire de fonds de pension. –** En l'application de l'article 26 paragraphe 3 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 21 mai 2001, «ACTUALUX SA» a été agréée comme gestionnaire de fonds de pension conformément à l'article 2 de ses statuts.

**Fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances. – Agrément comme gestionnaire de fonds de pension. –** En l'application de l'article 26 paragraphe 3 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 21 mai 2001, Monsieur Roland Frere a été agréé comme gestionnaire de fonds de pension.



**Fonds de Solidarité Viticole. – Cotisation pour 2001.** – Suivant décision du Comité-directeur du Fonds de Solidarité Viticole du 31 mai 2001, approuvée le 1<sup>er</sup> juin 2001 par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, la contribution à payer par les exploitations viticoles est fixée à 3.500,- (trois mille cinq cents francs) pour l'année 2001 par hectare de vignes en exploitation.

**Indice des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> mai 2001.** – L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 est de **627.56** au 1<sup>er</sup> mai par rapport à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1<sup>er</sup> mai 2001 à **621.35**.

Luxembourg, le 7 juin 2001.

*Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques.*

### **Liste de produits phytopharmaceutiques enregistrés en 2000/2001.**

Publication suivant art. 14 du règlement grand-ducal du 14 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques

#### **A ajouter:**

1482-55	Allitron WG	Hermoo
1485-55	Fumesaat 500 SC	Hermoo
1486-55	Glyfocid	Hermoo
1487-55	Hermoo Koperhydroxide 50%	Hermoo
1489-55	Metrizin	Hermoo
1490-83	Spotlight 24 EC	FMC
1491-63	Monitor	Monsanto
1492-63	Moniplus	Monsanto
1493-41	Mildin 750 EC	Novartis
1494-30	Foliex – SID	CFPI Nufarm
1495-30	Racinex – SID	CFPI Nufarm
1496-57	Racumin Pâte	Bayer Animal Health
1497-25	Belgasouris	Belgagri
1498-25	Probloc	Belgagri
1499-17	Mesurool Pro	Bayer
1500-26	Sila-Bac Granulé	Pioneer
1501-26	Sila-Bac Stabiliser	Pioneer
1502-26	Sila-Bac Poudre	Pioneer
1503-17	Novosol Spray	Bayer
1504-17	Compo Gardenspray	Bayer
1505-17	Compo Spray Roses	Bayer
1506-17	Compo Anti-Pucerons	Bayer
1507-17	Compo Duo Pin	Bayer
1508-17	Compo Plant Spray	Bayer
1509-17	Gardiflor Plant Spray	Bayer
1510-37	Frupica	ProAgro
1511-35	Contans WG	BIPA
1512-08	Fuego	Feinchemie Schwebda
1513-17	Flint 50 WG	Bayer
1514-17	Twist 125 DC	Bayer
1515-41	Karate Zeon	Syngenta
1516-17	Rosa Plus	Bayer
1517-89	Kerb 80 WG	Rohm and Haas
1518-64	Zapper	Aventis CropScience
1519-78	KB Weedol Super SC	Scotts Belgium
1520-78	Wolf Engrais Gazon Longue Durée Avec Dés herbant	Scotts Belgium
1521-33	Barclay Holdup 750	Barclay
1522-41	Dual Gold 960 EC	Syngenta
1523-25	Belgarat Rouge	Belgagri

1525-21	Empress	Bio Services Belgium
1526-29	Antimos MG	Gardiflor
1527-29	Gardiflor Engrais Gazon + Antimousse	Gardiflor
1530-42	Storm BB	BASF
1531-42	Storm Pellet	BASF
1532-13	Polytanol P	Wülfel
1533-47	Mancomix	Europhyto
1534-33	Barclay Gallup	Barclay

**A retirer**

L 0235-65	Birlane EC	Cyanamid
L 0236-65	Phosdrin	Cyanamid
L 0478-51	Venzar	Du Pont de Nemours
L 0598-17	Croneton	Bayer
L 0770-51	Vydate	Du Pont de Nemours
L 0805-78	KB Mauvaises Herbes	KB Rhône-Poulenc
L 0937-65	Cyanamid Ce Ce Ce 720	Cyanamid
L 0962-64	Lindafor Flo	Aventis
L 1164-70	Compo Anticochenilles	Compo
L 1169-63	Sting TX	Monsanto
L 1178-65	Ripcord 40	Cyanamid
L 1188-38	Funguran – OH	Urania
L 1190-65	Super Selectyl New	Cyanamid
L 1191-41	Patoran 500 SC Novartis	Novartis
L 1203-17	Sibutol DS 39.8	Bayer
L 1204-41	Tiptor	Novartis
L 1223-42	Focus	BASF
L 1224-61	Maneb - Tin 34-11	Fertibel
L 1328-17	Metasystox R Spezial	Bayer
L 1330-24	Scotts Moosvernichter mit Langzeitdünger	Scotts
L 1332-65	Selectyl 750	Cyanamid

**A modifier:**

AU LIEU DE		LIRE	
L 0183-41	Thiovit / Du Pont de Nemours	L 0183-41	Thiovit Jet / Du Pont de Nemours
L 0306-65	Casoron GR / Cyanamid	L 0306-27	Casoron GR / Uniroyal
L 0724-64	Cerone / Rhône-Poulenc	L 0724-64	Arvest / Aventis CropScience
L 0766-64	Panoctine 35 LS / Rhône-Poulenc	L 0766-73	Panoctine 35 LS/Makhteshim-Agan
L 0885-64	Panoctine 35 LS / Rhône-Poulenc	L 0885-73	Panoctine 35 LS/Makhteshim-Agan
L 1074-65	Arsenal Cyanamid / Cyanamid	L 1074-42	Arsenal / BASF
L 1105-58	Asef Evergrow Engrais Gazon+ Herbicide / Asef	L 1105-78	Evergreen Désherbant + Engrais Gazon / Scotts Belgium
L 1108-64	Apollo / Aventis CropScience	L 1108-73	Apollo / Makhteshim-Agan
L 1128-15	Bio Myctan Zimmerpflanzen spray / Neudorff	L 1128-15	Bio Myctan Spinnmilbenfrei /Neudorff
L 1211-51	Capitan / Du Pont de Nemours	L 1211-51	Capitan 25 EW / Du Pont de Nemours
L 1255-64	Verigal D / Aventis Cr.S.	L 1255-08	Verigal D / Feinchemie Schwebda
L 1269-56	Mikado / Zeneca	L 1269-17	Mikado / Bayer
L 1290-41	Agil / Novartis	L 1290-73	Agil / Makhteshim-Agan
L 1320-64	Bifenix N / Aventis Cr.S.	L 1320-64	Bifenix N / Feinchemie Schwebda
L 1325-15	Promanal AF / Neudorff	L 1325-15	Promanal AF Neu Schild-und Wollausfrei / Neudorff
L 1360-58	Asef Evergreen Anti-Mousse / Asef	L 1360-78	Evergreen Anti-Mousse+ Engrais Gazon / Scotts Belgium
L 1365-99	Greenmaster Feed, Weed and	L 1365-99	Greenmaster Feed, Weed and

	Mosskiller / Levington		Mosskiller / Scotts Belgium
L 1366-58	Asef Evergreen Extra / Asef	L 1366-78	Evergreen Extra / Scotts Belgium
L 1367-58	Asef Mos Clean / Asef	L 1367-78	Organa Anti-Mousse+ Engrais Gazon / Scotts Belgium

**Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agréments.** – Par arrêté ministériel du 28 mai 2001 l'agrément a été accordé à titre définitif à la société à responsabilité limitée «Les Petits Doués» ayant son siège à L-7374 Helmdange, 155, route de Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «crèche» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 10552001.

Par arrêté ministériel du 7 juin 2001 l'agrément définitif a été accordé à l'association sans but lucratif «ProActif a.s.b.l.» ayant son siège à L-1351 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «foyer de jour pour enfants» à l'adresse suivante: 16, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 30572001.

**Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examens.** – Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera les examens suivants en juillet 2001:

- un examen pour programmeur d'application,
- un examen pour programmeur de système

**Office national de l'appellation d'origine contrôlée «Moselle luxembourgeoise». – Nominations.** – Par arrêté ministériel du 25 mai 2001 ont été nommés membres de l'Office national de l'appellation d'origine contrôlée «Moselle luxembourgeoise» pour une durée de 3 ans:

**a) Membres effectifs:**

- |     |   |                  |
|-----|---|------------------|
| MM. | Victor Goden,   | Bech-Kleinmacher |
|     | Constant Infalt,  | Remich           |
|     | délégués des caves coopératives des vignerons;                                |                  |
| M.  | Ernest Schumacher,  | Wormeldange      |
|     | délégué de l'Organisation professionnelle des vignerons indépendants;         |                  |
| M.  | Marc Gales,   | Remich           |
|     | délégué des négociants en vin;  |                  |
| M.  | Norbert Schmit,   | Grevenmacher     |
|     | délégué de la Fédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers; |                  |
| M.  | Jos Ronck,  | Howald           |
|     | délégué de l'Union luxembourgeoise des consommateurs;                         |                  |
| M.  | Raymond Weydert,  |                  |
|     | directeur de l'Institut viti-vinicole;  |                  |
| M.  | Marc Kuhn,  |                  |
|     | assistant à l'Institut viti-vinicole.   |                  |

**b) Membres suppléants:**

- |     |   |              |
|-----|---|--------------|
| MM. | René Barten,  | Lenningen    |
|     | Henri Streng,   | Grevenmacher |
|     | délégués des caves coopératives des vignerons;                        |              |
| M.  | Mathis Bastian,   | Remich       |
|     | délégué de l'Organisation professionnelle des vignerons indépendants; |              |
| MM. | Hubert Clasen,  | Grevenmacher |
|     | délégué des négociants en vin;  |              |

M. Jos Rischette, Junglinster  
délégué de la Fédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers;

M. Guy Goedert, Howald  
délégué de l'Union luxembourgeoise des consommateurs;

Mmes Marika Mehlen ingénieur-chef de division à l'Institut viti-vinicole  
Christiane Blum, ingénieur à l'Institut viti-vinicole.

M. Raymond Weydert exercera les fonctions de président de l'Office national de l'appellation d'origine contrôlée «Moselle luxembourgeoise».

### **Protection de la propriété industrielle. – Emblèmes.**

En application de l'article 6ter.3)b) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Lisbonne le 31 octobre 1958 (Acte de Lisbonne) et à Stockholm le 14 juillet 1967 (Acte de Stockholm), le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), de Genève, a communiqué aux Etats membres de l'Union de Paris, une reproduction de la dénomination, du sigle et de l'emblème de la Communauté des Caraïbes, pour lesquels la protection est demandée en vertu dudit article 6ter.

En application de l'article 6ter.3)b) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Lisbonne le 31 octobre 1958 (Acte de Lisbonne) et à Stockholm le 14 juillet 1967 (Acte de Stockholm), le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), de Genève, a communiqué aux Etats membres de l'Union de Paris, une reproduction de la dénomination et de l'emblème de la Fondation européenne pour la formation pour lesquels la protection est demandée en vertu dudit article 6ter. La Fondation européenne pour la formation constitue une institution créée par une organisation internationale intergouvernementale (la Communauté européenne) au sens du paragraphe A, point ii) des Principes directeurs pour l'interprétation de l'article 6ter.1)b) et 3)b) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

A la demande du Gouvernement de la République de Moldova, le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), de Genève, a communiqué aux Etats membres de l'Union de Paris, une reproduction du label de l'environnement adopté par la République de Moldova pour lequel la protection est demandée en vertu de l'article 6ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934, à Lisbonne le 31 octobre 1958 et à Stockholm le 14 juillet 1967.

A la demande du Gouvernement du Royaume de Belgique, le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), de Genève, a communiqué aux Etats membres de l'Union de Paris, les reproductions des armoiries et du drapeau de la Communauté flamande ainsi que de l'emblème de l'administration de la Flandre pour lesquels la protection est demandée en vertu de l'article 6ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934, à Lisbonne le 31 octobre 1958 et à Stockholm le 14 juillet 1967.

A la demande du Gouvernement de la République française, le bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), de Genève, a communiqué aux Etats membres de l'Union de Paris, une reproduction du signe d'identification visuel officiel des produits agricoles et denrées alimentaires bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, à l'exception des vins, pour lequel la protection est demandée en vertu de l'article 6ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934, à Lisbonne le 31 octobre 1958 et à Stockholm le 14 juillet 1967.

Les communications précitées ont été reçues par la direction de la propriété industrielle et des droits intellectuels, Ministère de l'Economie, L-2914 Luxembourg, les mois d'avril et mai 2001 et elles peuvent être consultées par le public dans les bureaux dudit service.